

INTERVIEW EXCLUSIVE

DE S.E.M. ALBERT SHINGIRO, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

Le nouveau chef de la diplomatie burundaise : la première urgence est « **l'amélioration de l'image du Burundi** » -

Nommé depuis un mois, le nouveau ministre burundais des Affaires étrangères, Albert SHINGIRO, dans un entretien exclusif à Sputnik, pointe les urgences diplomatiques et lève le voile sur ses intentions de changer l'image du pays.

Albert SHINGIRO, le nouveau chef de la diplomatie burundaise, fait partie du nouveau gouvernement nommé par le Président Évariste NDAYISHIMIYE, élu en mai 2020. L'ambassadeur SHINGIRO était le représentant permanent du Burundi auprès des Nations unies depuis cinq ans et depuis le 28 juin dernier il occupe le poste de ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement. Albert SHINGIRO répond aux questions de Sputnik.

«La diplomatie économique sera au centre»

Sputnik: Vous venez tout juste de prendre les fonctions de chef de la diplomatie burundaise. Quelles urgences diplomatiques se placent devant vous?

Albert SHINGIRO: Les urgences diplomatiques il y en a, comme l'a précisé le chef de l'État dans son discours lors de son investiture au mois de juin 2020, nous allons nous préoccuper surtout de l'amélioration

de l'image du Burundi à l'étranger à travers des relations basées sur le respect mutuel, le bon voisinage, la complémentarité, le renforcement de l'entente entre le Burundi et les autres pays et entre le Burundi et les différentes organisations internationales afin de maximiser les résultats de nos initiatives dans la coopération au développement économique.

La diplomatie économique sera au centre de nos actions avec un accent particulier sur la promotion des investissements étrangers et échanges commerciaux, le transfert des technologies et le renforcement des partenariats mutuellement bénéfiques avec nos partenaires techniques et financiers à travers des projets d'investissement alignés sur les priorités de plan national de développement du Burundi. L'appropriation nationale sera un des principes directeurs qui vont guider ces partenariats.

Nous allons montrer à la face du monde que nous avons des talents et que nous avons un rôle à jouer dans le multilatéralisme basé sur les règles de jeu tracées par la Charte des Nations unies et les instruments juridiques régionaux et internationaux auxquels le Burundi a librement adhéré.

Nous allons renforcer et cimenter les bonnes relations qui existent si heureusement et que nous entretenons principalement avec les pays africains et plusieurs organisations africaines.

Nous allons renforcer l'intégration du Burundi dans les différentes organisations régionales et internationales, car nous croyons aussi qu'aucun pays ne peut vivre isolé en dehors des blocs régionaux.

Sous le leadership éclairé du Président de la République Évariste NDAYISHIMIYE, nous allons renforcer la solidarité avec les autres pays et organisations internationales dans les projets et programmes de développement du Burundi principalement: l'agriculture, la santé, l'éducation basée sur les besoins du marché du travail, le renforcement du capital humain, l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, la protection de l'environnement et que sais-je encore.

Nous aspirons à bâtir des relations diplomatiques fondées sur le respect mutuel où certains États ne se substituent pas à la communauté

internationale pour opprimer d'autres États en leur imposant des mesures coercitives unilatérales.

C'est pourquoi nous allons faire de notre mieux pour que les sanctions unilatérales qui ont été prises contre le Burundi soient levées. Si divergences il y a, nous ne souhaitons pas que ce soit la voie unilatérale qui prenne le dessus mais nous allons plutôt privilégier le dialogue et la coopération mutuellement bénéfique et respectueuse.

Nous allons par conséquent montrer l'ouverture du Burundi aux pays et organisations qui souhaitent davantage un rapprochement avec les Burundais, pour nouer et/ou entretenir des relations de complémentarité pour l'intérêt de nos peuples respectifs. Bien attendu que les domaines de souveraineté nationale demeureront non négociables.

Dans le cadre des investissements étrangers, nous allons encourager les investisseurs étrangers à venir investir au Burundi, en faisant connaître les nombreuses opportunités d'affaires qu'offre le Burundi étant donné que le gouvernement s'est engagé à offrir aux investisseurs étrangers un cadre idéal d'un partenariat toujours gagnant-gagnant. Comme les ressources naturelles du Burundi sont encore vierges, le bon moment d'investir au Burundi, c'est maintenant, attendre demain serait trop tard.

Nous allons plaider pour que nos compatriotes burundais, lorsqu'ils séjournent dans les pays étrangers, soient traités avec dignité, car le gouvernement du Burundi lui-même souhaite garantir des conditions de vie agréables pour les étrangers vivant au Burundi.

Nous allons poursuivre notre politique de rapatriement volontaire des réfugiés en réitérant l'appel du chef de l'État à tous les réfugiés burundais qui le désirent de regagner leur patrie étant donné que la situation dans le pays est calme, stable et entièrement maîtrisée. Nous saisissons cette occasion pour remercier le HCR pour son accompagnement dans la mise en œuvre de cette politique, ainsi que les pays d'accueil qui facilitent le retour volontaire des réfugiés burundais. Je lance un appel aux autres pays moins coopératifs dans ce domaine de s'ajuster et lever les obstacles artificiels au retour volontaire de nos compatriotes. Ils se reconnaîtront.

Nous continuerons d'exhorter la diaspora burundaise à participer au rayonnement du Burundi et à contribuer à la réalisation des projets de développement économique dans le cadre du plan national de développement.

Nous continuerons à interpeller les pays qui soutiennent, d'une façon ou d'une autre, des ressortissants burundais qui s'adonnent à des actions de nature à ternir l'image de marque du Burundi.

«J'envisage de rester fidèle à moi-même»

Sputnik: Avant vous occupiez le poste d'ambassadeur du Burundi auprès de l'Onu, comment vivez-vous ce changement professionnel et votre nomination au ministre des Affaires étrangères?

Albert SHINGIRO: Premièrement, je voudrais exprimer ma gratitude à l'endroit d'Évariste NDAYISHIMIYE, Président de la République et d'Alain-Guillaume BUNYONI, Premier ministre, pour la confiance qu'ils ont placée en ma personne par cette nomination.

Quand j'étais ambassadeur du Burundi à l'Onu, ma préoccupation a toujours été de défendre bec et ongles les intérêts et la souveraineté du Burundi et de promouvoir la bonne image du pays. Aujourd'hui, en tant que ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, je souhaite le faire davantage, tout en élargissant le champ de travail non seulement à l'Onu mais également à la coopération dans toutes ses formes, multilatérale et bilatérale.

Je reconnais que le cahier des charges s'est alourdi, mais je suis heureux par cette évolution de ma carrière diplomatique. J'avais déjà occupé des postes de responsabilité comme celui du secrétaire permanent dans ce même ministère, je suis confiant de continuer à assumer les responsabilités de leader de sorte que ma désignation à la tête de ce ministère, au bout d'un certain temps, apparaisse tout à fait légitime, aussi bien aux yeux de la hiérarchie qu'au personnel de l'institution sans oublier le peuple burundais que nous servons et qui nous paye.

Dans un premier temps, quelques entretiens individuels avec mes anciens collègues m'ont été utiles pour me faire ma propre idée de la nouvelle fonction. Je compte organiser ensuite des rendez-vous avec mes pairs de la région et du reste du monde pour développer des relations d'amitié et de fraternité qui sont très utiles pour tout diplomate. Je souhaite pouvoir découvrir des informations auxquelles je n'avais pas accès auparavant et en tirer profit.

Pour terminer, j'envisage de rester fidèle à moi-même, en étant ferme, souple et ouvert en même temps.
